LE CANADA SOUS L'OEIL DE TRUMP

DAVID J. ROVINSKY

David Rovinsky vit à Burlington, au Vermont. Il a pris sa retraite après une carrière de 22 ans au sein du Service extérieur des États-Unis, au cours de laquelle il a servi au Brésil, au Paraguay, aux Philippines et au Koweït, et a enseigné à la U.S. Coast Guard Academy. Il est titulaire d'une maîtrise en science politique de l'Université Laval et d'un doctorat de la Johns Hopkins School of Advanced International Studies. Il est présentement Secrétaire de l'Association d'études canadiennes aux États-Unis.

Donald Trump a multiplié les déclarations concernant le Canada, la première datant du 25 novembre 2024, lorsqu'il annonça son intention d'imposer un tarif douanier de 25 % sur toutes les marchandises canadiennes entrant aux États-Unis. Ses justifications sur la question des droits de douane fluctuent : tantôt présentées comme un outil de négociation pour forcer le Canada à aborder la sécurité des frontières, l'immigration et le trafic de drogue ; tantôt invoquant le déficit commercial bilatéral américain, la nécessité d'accélérer la révision prévue en 2026 de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), ou comme levier pour contraindre le Canada à respecter l'objectif de dépenses militaires de 2 % du PIB fixé par l'OTAN. Plus provocateur encore, il a appelé les États-Unis à annexer le Canada pour en faire un État américain. Décrypter la rhétorique de Trump relève du défi, tant elle semble souvent composée de saillies erratiques d'un démagogue aguerri aux réseaux sociaux. Pourtant, sous l'écume des provocations, se dessine une perception plus large du Canada.

La sécurité frontalière, le trafic de drogue, les déséquilibres commerciaux et les dépenses militaires constituent des enjeux permanents dans les relations canado-américaines. Les deux pays mènent régulièrement des consultations diplomatiques sur ces sujets; une simple demande américaine aurait probablement suffi à convier le Canada à la table des négociations. Dans un contexte différent, les exigences de Trump envers le Canada ne sont pas intrinsèquement déraisonnables, et les commentateurs canadiens reconnaissent souvent que traiter ces questions sert les intérêts nationaux du Canada indépendamment des pressions américaines. Cependant, l'approche de Trump se caractérisant par son style pétulant, un style de négociation qui rappelle la « théorie du fou » de Nixon - l'idée selon laquelle projeter un sentiment d'irrationalité

pourrait être perçu comme une stratégie diplomatique efficace.

Mais la rhétorique de Trump révèle-t-elle une vision stratégique du Canada ? Et si c'est le cas, se concrétisera-t-elle par des politiques durant les quatre prochaines années de son mandat ? Ses déclarations sur le Canada doivent être entendues au même titre que ses remarques faites sur l'acquisition du Groenland au Danemark et le rétablissement du contrôle américain sur le canal de Panama par la force. Cette vision du monde résonne avec l'époque de l'« âge d'or », notamment sous l'ère de William McKinley, où les États-Unis durcirent leurs tarifs douaniers et instrumentalisèrent la guerre hispano-américaine pour annexer Cuba, Porto Rico et les Philippines. Cette période d'expansionnisme puisait ses racines dans la doctrine de la « Destinée manifeste » - la conviction que l'expansion territoriale des États-Unis était inévitable et légitime. L'idée d'annexer le Canada était un thème récurrent dans le discours politique américain depuis la Révolution américaine jusqu'aux lendemains de la guerre de Sécession, influençant même la création du Dominion du Canada en 1867 comme rempart contre les ambitions annexionnistes des États-Unis. Encore en 1911, le président de la Chambre des représentants, Champ Clark, affirmait qu'un accord de réciprocité entre les États-Unis et le Canada serait un prélude à l'annexion, une déclaration qui contribua probablement à l'échec de l'accord et menant à la victoire des Conservateurs de Robert Borden aux élections fédérales canadiennes de cette année-là.

Historiquement, la rhétorique annexionniste était plus fréquente parmi les conservateurs américains, dont le nationalisme était teinté d'expansionnisme. En revanche, leurs homologues canadiens de l'époque étaient de fervents monarchistes attachés à la place du Canada dans l'Empire britannique et méfiants envers le républicanisme américain. Pourtant, un courant de libéral favorable au libre échange plaidait l'intégration continentale, estimant que les réalités économiques la rendaient inévitable. L'historien Goldwin Smith est le plus célèbre à avoir exprimé ce point de vue dans son ouvrage de 1891, *Canada and the Canadian Question*, où il soutenait que le Canada manquait les bases économiques pour fonctionner en tant que nation indépendante. Selon lui, sa structure économique orientée nord-sud, favorisait naturellement une intégration avec les États-Unis. Il rejetait aussi la dualité linguistique du pays, prévoyant l'assimilation des Canadiens francophones. Pour Smith, la souveraineté canadienne n'était qu'une illusion coloniales maintenue par Londres et que l'annexion libérerait le Canada de ces contraintes géopolitiques.

On ne sait pas exactement dans quelle mesure Donald Trump et son entourage disposent d'une compréhension précise du Canada, ni de ceux qui orientent leurs visions sur les questions canadiennes. Cette incertitude contraste avec la réalité de liens avérés entre certains partisans de Trump et des figures de l'extrême droite canadienne, comme en témoignent les manifestations du Convoi de la liberté en 2022 et l'occupation du centre-ville d'Ottawa par les camionneurs. Par ailleurs, il y avait un antagonisme manifeste entre Trump et l'ancien premier ministre libéral Justin Trudeau, qui s'exacerba lors de leur affrontement au G7 de 2018 et par leurs divergences idéologiques profondes entre trumpisme et le « consensus laurentien » des élites libérales canadiennes. Néanmoins, Trump et

ses conseillers semblent saisir instinctivement les leviers susceptibles de perturber le débat politique canadien. On dirait qu'à Mar-a-Lago, quelqu'un a étudié *Survival : A Thematic Guide to Canadian Literature* dans lequel Margaret Atwood note : « Les Canadiens prennent constamment le pouls national tels des médecins auprès d'un malade ; non pour savoir s'il vivra bien, mais s'il vivra tout court. » Peut-être ont-ils aussi lu *Ultimatum et Exxoneration* de Richard Rohmer des années 1970, romans dépeignant des tentatives d'annexion américaines du Canada, percevant ainsi les failles psychologiques à exploiter.

Jusqu'à présent, Trump s'est abstenu d'exploiter directement la question la plus sensible de la politique canadienne : l'unité nationale. Ses principaux alliés au Canada sont des dirigeants conservateurs provinciaux de la Saskatchewan et de l'Alberta– deux provinces dont les liens économiques avec les États-Unis rivalisent avec ceux du reste du pays. La première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, a rencontré Trump à Mar-a-Lago avant son investiture et aurait sollicité un traitement tarifaire préférentiel pour sa province. Trump s'est montré conciliant en maintenant les droits de douane sur l'énergie canadienne à 10 % au lieu de 25 %. Mais il aurait pu aller plus loin : s'il avait entièrement exempté le pétrole albertain, cela aurait pu contraindre Ottawa à imposer une taxe à l'exportation, ce qui aurait attisé les tensions autour de l'unité nationale.

De même, Trump s'est jusqu'ici gardé de s'immiscer dans les affaires du Québec, malgré le statut particulier de la province au sein du Canada. Ce n'est que récemment que le nationaliste québécois de droite, Mathieu Bock-Côté, a affirmé que le Québec devrait reprendre sa quête d'indépendance — un projet qu'il soutient déjà sans réserve — si les États-Unis venaient à annexer le Canada. Jusqu'à présent, aucun proche de Trump n'a tenté de courtiser le Parti québécois, malgré sa bonne position dans les sondages et son engagement à organiser un troisième référendum sur la souveraineté en cas de victoire aux élections québécoises de 2026.

La démission de Justin Trudeau et l'arrivée de Mark Carney à la tête du Parti libéral — confirmée lors des élections fédérales canadiennes d'avril 2025 — introduisent une nouvelle dynamique dans cette équation. La popularité de Carney tient en partie à la perception qu'il est bien préparé à affronter les manœuvres commerciales et diplomatiques agressives de Donald Trump. Son expérience dans les hautes sphères de la finance et des banques centrales renforce son image de leader capable de gérer les turbulences économiques qu'une seconde présidence Trump pourrait engendrer. Sa victoire, au terme d'une campagne largement centrée sur Trump, témoigne de la sensibilité des Canadiens face aux perturbations en provenance de Washington.

Si l'appel de Trump à l'annexion peut sembler surprenant, il n'est pas sans précédent historique. Il s'inscrit dans une logique plus vaste, nourrie par la nostalgie qu'il cultive à l'égard de la politique américaine de la fin du XIX^{e} siècle. Bien qu'une telle annexion ait peu de chances de se concrétiser sur le plan politique, cette rhétorique pourrait continuer à déstabiliser la scène canadienne, en particulier si Trump choisit d'attiser les tensions régionales en Alberta ou au Québec. L'ampleur de cette déstabilisation dépendra largement de la manière dont il décidera d'instrumentaliser son discours

expansionniste au cours des années à venir.

RÉFÉRENCES

Atwood, Margaret. *Survival: A Thematic Guide to Canadian Literature*. Toronto, House of Anansi Press, 1972.

Bock-Côté, Mathieu. « L'empire nord-américain de Donald Trump ». *Le Journal de Montréal*, 3 février 2025. www.journaldemontreal.com/2025/02/04/lempire-nord-americain-de-donald-trump

Opal, J. M. « The Historical Roots of Trump's Anger With Canada ». *The Walrus*, novembre 2024. https://thewalrus.ca/the-historical-roots-of-trumps-anger-with-canada

Rappaport, Alan, and Ian Austen. « What's Behind Trump's Love-Hate Relationship With Canada ». *The New York Times*, 3 mars 2025. www.nytimes.com/2025/03/03/us/politics/trump-canada-trade-tariffs.html

Rohmer, Richard. *Exxoneration*. Toronto, McClelland and Stewart, 1974.

Rohmer, Richard. *Ultimatum*. Toronto, McClelland and Stewart, 1973.

Smith, Goldwin. *Canada and the Canadian Question.* Toronto, Hunter, Rose & Co.; New York and London, Macmillan and Co., 1891.